

TABLE RONDE : NUMERIQUE ET SI ON COMMENCAIT PAR L'ECOLE ?

Date : 07 décembre 2021 – Heure : De 14h30 à 15h30

Lieu : Salon Kasai – Pullman Kinshasa

Intervenants

- Désiré Cashmire Eberande Kolongele, Ministre du Numérique
- Lacina Koné,
- Samy Mwamba,
- Raïssa Malou,
- Albert Mboyo, Directeur commercial VODACOM
- **Modérateur : Al Kitenge,**

I. Contexte

Le modérateur plante le décor en affirmant que sommes dans un pays où l'information n'est pas continue et les systèmes ne sont pas mis en place pour. Nous sommes dans une situation d'insécurité totale. Autant la corruption nous ronge, autant le manque d'info nous enlève la capacité des décisions stratégiques.

La première question est adressée à son Excellence Monsieur le Ministre de numérique, sur l'état des lieux.

Mr le ministre : du point de vue légal, nous n'avons pas à ce jour un cadre juridique précis qui établit les critères des acteurs, cadre qui organise le secteur et qui détermine les statuts d'acteurs. Il y d'autres activités importantes comme l'énergie, les communications, l'eau qui ont le cadre juridique, mais le numérique non. Vu du côté légal, le numérique a des soucis. Il existe des textes éparses. Il faut noter, cependant que le secteur connaît une activité croissante. Aujourd'hui, le numérique occupe tous les secteurs d'activité. L'or moderne c'est la donnée. Ceux qui contrôle les données aujourd'hui sont aussi puissants que ceux qui détiennent les richesses naturelles (minières, pétrolières, etc.). nous avons les moyens, peut être l'organisation nous manque.

Question à Albert Mboyo : qu'est-ce que VODACOM fait ?

Albert Mboyo : parler numérisation il faut parler internet et l'accès à celui-ci. La RDC n'a pas de satellite et il se pose un problème de qualité de l'internet. Ensuite, il faut avoir des terminaux, des modems, etc. est-ce les gens ont un accès facile aux terminaux. La fiscalité augmente les prix des équipements de la digitalisation. Donc, la réglementation peut nous aider dans ce domaine.

Lacina Koné : ce que le Congo vit n'est pas seulement congolais, mais c'est une situation générale en Afrique qui a 3 à 8% des populations connectées. Quand on parle de la connectivité, il y a des endroits en Afrique où l'internet. Ce qui arrive au Congo est un challenge, mais aussi une opportunité. Avec ses petits moyens, l'Afrique fait des bons importants en 10 ans, même l'Europe ne l'a pas fait

Raïssa Malou : Dans l'enseignement, l'Etat a le financement, les possibilités d'équiper toutes les écoles en ordinateur et tablettes, mais les écoles n'ont pas l'équipement et l'infrastructure nécessaires pour recevoir les équipements numériques. Donc, on a la capacité d'aider les écoles, mais celles-ci ne peuvent pas toutes recevoir cette aide, il y a des poches sur lesquelles il faut agir pour que ces poches fassent tache d'huile.

Le modérateur demande à Samy Mwamba, 25 ans, de pousser son coup de gueule.

Samy Mwamba : Quand je suis sorti de l'université, j'ai frappé à des portes des entreprises pour être embauché, ce n'était pas possible. Les entreprises locales n'embauchent pas des développeurs locaux. Elles font confiance entreprises chinoises ou asiatiques. Mais, c'est plutôt les étrangers (canadiens et autres) qui cherchent des jeunes développeurs africains.

Question au ministre : comment faire pour que les gens qui nous dirigent (enseignants par exemple) aujourd'hui aient des connaissances basiques sur le numérique ? Dans les entreprises, les gens ne savent pas organiser des vidéos conférences.

Mr le ministre :

Premièrement, nous devons savoir créer les datas (les conserver, les gérer). Il faut une politique d'infrastructure dans le numérique. L'objectif c'est la création, mais aussi le stockage et la gestion (circulation) de la data. Les données chez nous sont essentiellement créées par les privés. Il nous faut une bonne connectivité. Des efforts pour se doter de cette capacité de stockage des datas.

En second lieu, vous ne pouvez pas faire le numérique sans infrastructure.

En troisième lieu, nos lois doivent être adaptées pour faciliter le partenariat public-privé pour créer les infrastructures.

L'investissement n'aime pas les bruits des bottes. Nous devons avoir un environnement sécuritaire favorable. Les infrastructures dans le numériques doivent apporter des solutions (qui changent ou améliorent la vie des gens) aux problèmes de la population.

Modérateur : au niveau des écoles au village quel est votre point de vue, Raïssa Malou ?

Raïssa Malou : il faut changer la façon de voir les choses. Il ne suffit pas d'installer les ordinateurs dans les écoles, mais également former les enseignants à l'utilisation des outils numériques. Il n'est pas possible d'installer les ordinateurs dans une école en paille. L'Etat n'a pas assez de moyens pour créer les infrastructures, d'où la possibilité de partenariat PP pour ce faire. Il faut agir autrement.

Lacina Koné : 90% des emplois de 2030 n'ont pas encore été créés. Il y a une inéquation entre la formation et les besoins des entreprises.

Modérateur à Mr me ministre : y a-t il espoir ? Avec cette fracture entre les enfants de la ville et ceux des milieux ruraux

Mr le ministre : il y a de l'espoir, mais on a déjà un début, le satellite au niveau du Congo et de l'Afrique. Nous aurons beaucoup de programmes en rapport avec la connectivité qui vont se déployer (exemple, internet pour tous, etc.). pour atteindre cet espoir, il faut qu'on investisse dans les infrastructures, et ne pas laisser la charge aux opérateurs privés de télécommunication.

Albert Mboyo revient sur les basiques : comment utiliser un ordinateur, voir le contenu de notre formation (éducation), là le PP peut aider dans la formation de nos populations vers l'apprentissage au numérique. Combien d'étudiants peuvent se former en ligne ? les basiques, c'est l'éducation, voir si nos enfants et les enseignants sont préparés pour le numérique.

Samy Muamba : on peut tout mettre en place, mais dans l'entretemps si les gens ne savent pas utiliser, cela ne sert à rien. Donc, il faut apprendre à tout âge, à tout moment, et n'importe où. Nous avons créé le "restaurant pour le cerveau. On peut créer des choses sans le gouvernement, mais si le gouvernement nous accompagne on fera mieux. Mettons en place les mécanismes pour que l'école puisse continuer à n'importe quand, même quand il y a la Covid.

Question du public au Ministre : parlant du partenariat PP, est-ce qu'il y aujourd'hui, par rapport aux textes des lois, des dispositions capables d'accompagner les partenaires publics avec les privés que nous sommes là où il n'y a pas assez de rentabilité, c'est-à-dire disposition pour garantir la rentabilité de mon investissement ? Parce qu'aujourd'hui il y a plusieurs solutions, on a vu par exemple la couverture nationale et pas de connectivité, mais les opérateurs ont eux leur connectivité en fonction de leur business plan.

Dans les zones non rentables un homme d'affaire ne prend pas de risque. Il ne prend de risque que là où son investissement est rentable. Donc, il faut qu'il y ait des formules pour garantir les succès de l'investissement, par exemple les exonérations.

II. Mot de la fin du ministre

La première chose est qu'il faut avoir la capacité et la détermination pour pouvoir assurer cette transmission, cela passe par notre administration. On n'est pas obligé de se déplacer pour prendre rendez-vous chez le médecin, on peut le faire en ligne.

Aussi, l'Etat doit développer, et c'est ce qui est en train de se faire avec des partenariats sérieux et solides pour doter le pays d'infrastructures numériques de qualité, notamment par rapport à tout ce qui est de l'obtention des visas, on peut le faire sans se déplacer. Le ministre croit que les jeunes congolais ont la capacité d'ingénierie pour donner des solutions mais il faut qu'on les encadre. Au niveau du ministère, il a été proposé au gouvernement un certain nombre de cadres d'encadrement de ces jeunes. Il y a des partenariats avec certains groupes (plates formes) pour former gratuitement en ligne des jeunes en aux techniques d'informatique ou numérique. Nous avons une académie de formation en ligne qui bientôt, elle est destinée à former des jeunes de 7 à 77 ans afin de leur apprendre à accéder à l'outil information. Nous avons également proposé la mise en place de certaines plates formes, notamment les plates formes de paiement qui seront opérationnelles d'ici là. Et ces plates formes vont se multiplier.

L'outil informatique peut nous apporter beaucoup de solutions, mais les solutions ne valent que ce les gens veulent de leur utilisation. La technologie ne vaut que ce que nous voulons en faire. Donc, il nous faut investir dans le cyber sécurité.